

<http://divergences.be/spip.php?article1634>



Christiane Passevant

Michal Schwartz. La lutte dans la vie (1)

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - NÂ° 19 Mars 2010 - Français - Femmes dissidentes au Moyen-Orient -

Date de mise en ligne : lundi 15 mars 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés



Dès les années 1970, Michal Schwartz milite pour une Palestine où Juifs et Arabes vivraient sur pied d'égalité. Née à Jérusalem dans une famille sioniste libérale, elle prend rapidement conscience que le rêve sioniste se construit au détriment de la population palestinienne, dépossédée de ses terres et dépourvue de droits civiques. Elle passe ensuite à une phase active de la lutte contre l'occupation et la colonisation. En 1982, pendant la guerre du Liban, l'horreur de la barbarie révèle à beaucoup d'Israélien-ne-s le rôle joué par le gouvernement israélien dans le massacre des camps de Sabra et Chatila.

Changer la société israélienne, dénoncer les lois discriminatoires, combattre pour l'égalité des populations, c'est pour Michal assurer l'avenir de la région où elle est née et où elle s'engage. Après la guerre du Liban, elle participe avec des militant-e-s et des artistes progressistes à la revue *Derech Hanitzotz* [1] qui devient le journal de l'Intifada (soulèvement populaire palestinien) à partir de décembre 1987.

Elle est arrêtée en 1988 et le *Shin Bet* [2] la garde au secret : privation de sommeil et de nourriture, pressions physiques et psychologiques, menaces contre sa famille. Elle sera condamnée à dix-huit mois de prison, en isolement. Une expérience, aux confins de la folie, dont elle parle avec difficulté.



Elle est journaliste à la revue bimensuelle de la nouvelle gauche israélienne *Challenge* [3], en anglais, et responsable d'un mensuel en arabe, *Al-Sanaye* [4]. Qu'il s'agisse de son action au sein de la WOFPP [5] pour les prisonnières politiques et leur famille ou de son analyse de la politique démographique de l'État israélien, Michal est convaincue que « La lutte politique contre

l'occupation est une priorité et qu'il est impossible de "séparer la libération des femmes des autres luttes" ».

La rencontre pour ce premier entretien s'est tenu en juin 1991 dans le bureau de Michal Schwartz à Jérusalem-Ouest, près de la porte de Jaffa. J'avais participé à une manifestation de la WOPFF pour la libération de prisonnières palestiniennes auxquelles les soins étaient refusés, puis assisté à une conférence de presse sur la confiscation des terres à Jérusalem.

Michal Schwartz est une femme de convictions et de grande rigueur, une militante et une observatrice critique de la politique israélienne et internationale. Pour comprendre ce qui faisait le lien de toutes ses activités, j'ai voulu tout d'abord parler de son itinéraire. L'université semble avoir été, comme pour Arna Mer Khamis et Lea Tsemel, un élément déclencheur de la prise de conscience et de l'engagement.

Michal Schwartz : Le début de mes activités politiques date de 1971. J'étais alors étudiante à l'université de Jérusalem et c'est là que je me suis radicalisée. Il y avait deux grands courants à cette époque : le courant chauviniste, très important depuis la guerre de 1967, et l'autre, minoritaire, où quelques personnes avaient pris conscience qu'Israël ne désirait pas la paix. Le chauvinisme et le militarisme nous révoltaient. Nous observions l'implantation des colonies de peuplement, la répression des populations de Gaza et des territoires occupés, l'attitude générale discriminatoire, voire haineuse vis-à-vis des Arabes. C'est pourquoi nous nous sommes engagé-e-s politiquement.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH312/Michal_Schwartz_02083-38b55.jpg

À cette époque, le groupe que nous formions n'était pas structuré. Ni l'OLP, ni la lutte palestinienne n'étaient d'ailleurs reconnues. Mon engagement politique personnel était lié au mouvement des travailleurs. Nous voulions changer la société israélienne, et le peuple palestinien tenait alors un rôle secondaire dans nos perspectives politiques. Nous militions dans des comités de travailleurs à majorité juive car l'emploi de travailleurs palestiniens était récent. Tels furent les débuts politiques de notre petite organisation d'extrême gauche, de tendance trotskiste. Je me suis mariée et me suis installée à Tel-Aviv, où nous militions beaucoup dans les usines et les entreprises.

« Les années 1970 sont importantes dans l'évolution de la situation politique au Moyen-orient comme pour la politique israélienne. 1976, par exemple, est une année qui marque le début de la journée de la terre et de sa connaissance au plan international ? »

Michal Schwartz : La révolte des Arabes d'Israël [6] contre les confiscations des terres marque en effet un tournant de la vie politique et sociale israélienne. Quand six jeunes Palestiniens israéliens sont tués, les opinions se radicalisent et se durcissent.

En vendant notre journal à la sortie des usines, je me suis aperçue que parmi les travailleurs qui l'achetaient régulièrement, neuf sur dix étaient arabes. Et c'est ainsi que, peu à peu, nous nous sommes penchés sur la question palestinienne et avons pris conscience que la société israélienne avait été établie sur la discrimination vis-à-vis de la population palestinienne. Cette injustice se traduisait de plusieurs manières : l'occupation militaire de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du Golan et de Jérusalem-Est ; la privation du droit à l'autodétermination des Palestiniens ; enfin, les Palestiniens israéliens étaient considérés comme une sous-classe de la société israélienne. Ils pouvaient certes voter à la *Knesset*, mais la discrimination générale de la société demeurait et les abus « la confiscation des terres et la violation des droits civiques » continuaient. Nous avons alors adopté l'idée de construire ensemble,

Juifs et Arabes, un pays sans discrimination. Une Palestine où Juifs et Arabes vivraient sur pied d'égalité. C'est une phase importante de l'évolution idéologique du groupe.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH259/Tag_drapeau_02093-2-8289b.jpg

â€” 1978, ce sont les accords de Camp David et les débuts du Mouvement pour la paix ?

Michal Schwartz : Sadate vient en Israël. Le Mouvement pour la Paix est créé et commence alors pour nous une phase active de la lutte contre l'occupation militaire et la colonisation. La dernière phase de notre développement idéologique et politique est la guerre du Liban de 1982. C'est un choc pour la plupart d'entre nous et, pour moi, cela a été terrible. Nous savions ce que signifiait la guerre et le rôle joué par Israël, mais cette barbarie était inimaginable. Le pays était devenu une véritable machine de guerre, forte des énergies de toute la jeunesse, pour liquider le problème palestinien militairement. Pour nous, c'était comme un écho de la solution finale, une réminiscence de l'horreur. Le choc a été horrible. Cette guerre était menée contre les réfugié-e-s, contre des populations qui vivaient dans des tentes. Ce n'était pas l'affrontement de deux armées [7].

La solution de deux États indépendants découle d'un point de vue politique évident, mais envisager, comme certains groupes politiques, deux États pour deux peuples ne paraissait pas déboucher sur un changement des rapports de force en place. Israël existe et il est réaliste de lutter pour un État palestinien indépendant dans les territoires occupés. Notre premier objectif est la défense des droits du peuple palestinien à s'autodéterminer sans conditions, que l'État d'Israël soit d'accord ou non. Le second est de changer la société israélienne dans un sens révolutionnaire et radical, c'est-à-dire de la « désioniser ». Le slogan un « État juif » est synonyme de discrimination â€” deux manières de traiter ses citoyens, les juifs et les non juifs â€” et doit disparaître. Les minorités au sein d'Israël (Palestinien-ne-s de 1948) doivent avoir les mêmes droits. Toutes les lois discriminatoires abolies, l'égalité deviendra une réalité pour tous et toutes.

Ce programme souligne deux aspects du problème. Si Israël demeure un belligérant pour les autres pays arabes et pour la Cisjordanie, il ne peut y avoir égalité des droits pour les Arabes israéliens. Mais si l'armée israélienne se retire des territoires occupés et laisse la population palestinienne établir un État, les Arabes d'Israël obtiendront la citoyenneté israélienne et l'assurance de droits identiques. Nous voulons un changement de politique, mais aussi un changement de société dont la conséquence directe serait qu'Israël fasse partie du Moyen-Orient, non pour le contrôler, mais pour y vivre dans l'égalité avec les autres peuples de la région.

â€” Que se passe-t-il après la guerre du Liban en 1982 et la radicalisation politique en Israël ?

Michal Schwartz : Après la guerre du Liban, nous avons publié *Derech Hanitzotz*. Ni militant, ni sporadique, notre journal était régulier et s'adressait à un large public. Les deux éditions, en hébreu et en anglais, avaient un contenu politique et culturel, avec des articles de fond, des informations sur les territoires occupés, les Arabes vivant en Israël, l'éducation des enfants israéliens, le militarisme, la lutte des travailleurs, la question économique, le budget militaire. À la section culturelle collaboraient des artistes progressistes, avec des expositions, des traductions de poèmes arabes en hébreu et des articles sur la littérature arabe. Toujours en 1982 et sur le même principe, nous avons publié un journal en arabe en collaboration avec une équipe palestinienne. Celui-ci comportait également des textes hébreux traduits en arabe. Notre projet était le rapprochement des cultures permettant de dépasser la haine et l'ignorance pour briser la distance entre les deux peuples. À cette époque, nous avons installé un bureau à Jérusalem, ville dont le lien est prégnant avec les territoires occupés. Les journaux palestiniens étaient basés à Jérusalem. Nous avons organisé tout un réseau de contacts avec les camps de réfugié-e-s et les institutions des territoires occupés pour accéder directement aux sources d'information. C'est le départ de notre travail de journalistes.

â€” Dans quelles circonstances avez-vous été arrêté-e-s ?

Michal Schwartz : Au moment de l'affaire, il n'y avait pas d'information à propos des territoires occupés. On nous considérait d'extrême gauche pour nos prises de position et nos convictions politiques ; pourtant la solution des deux États n'est pas une perspective d'extrême gauche. Dans *Derech Hanitzotz*, l'information se voulait précise, objective et, pour éviter les accusations de propagande, comportait de nombreux détails, noms et photos. Quand le journal fut saisi, certains ont dit que notre journal ressemblait à un bottin vu la multitude de noms, de numéros et de dates. Il était considéré comme une source d'information sérieuse. Des journalistes venaient nous voir pour des contacts, des rencontres et des informations. Dans la gauche israélienne, il était le seul à tenir le rôle de journal de gauche. Les associations pour les droits civiques ou les droits humains l'utilisaient. Les journalistes israéliens nous contactaient régulièrement.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH254/photos_Intifada_2-2742a.jpg

Quand l'Intifada a éclaté, le 7 décembre 1987, le journal est devenu, surtout en arabe, le journal de l'Intifada. Nous avons été les premiers à visiter les maisons des martyrs et à publier leur photo. Même la presse arabe utilisait nos informations et nos photos. Nous n'avions aucun budget, mais nous avons des correspondants bénévoles partout. Nous étions une source d'intérêt. Parallèlement, nous continuions le travail d'activistes arabes et israéliens que nous avons entrepris. Les autorités israéliennes ont alors songé à mettre un point final aux activités du groupe qui devenait un pôle d'attraction pour les Israélien-ne-s critiques après la guerre du Liban. Nous devenions un danger en temps de crise.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L237xH400/Jeune_02092_-_copie-417a7.jpg

Au lendemain de l'explosion de l'Intifada, le journal a été interdit en raison des soupçons sur nos relations avec le FDLP [8] et l'OLP [9]. La procédure était habituelle et nous la connaissions suffisamment pour avoir souvent organisé la solidarité avec des journaux de Cisjordanie. Pour une fermeture administrative, la réplique était compliquée et pouvait aller devant la cour suprême. Nous avons préféré ne pas le faire parce que dans ce cas, les charges seraient restées secrètes et seulement accessibles au juge chargé de l'affaire. Ce qui signifiait qu'aucun élément ne serait communiqué à notre avocat ni à aucun de nous. Un ordre du ministère de la défense en aurait interdit la communication et le juge ne peut remettre en cause un ordre du ministère de la défense concernant la sécurité. Dans ce genre d'affaire, les raisons politiques sous-tendent les interdictions, et il était question d'une lutte politique. Donc il était inutile d'aller devant la cour suprême protester de cette fermeture arbitraire. La publication a continué en dépit de l'interdiction, mais sous des noms différents. Notre arrestation n'était qu'une question de temps.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH262/Intifada019-7d2fc.jpg>

La première arrestation a ciblé l'un des journalistes des territoires occupés. Nous collaborions avec des Palestinien-ne-s d'Israël et des territoires occupés pour la publication en arabe. Puis, ce fut la détention administrative pour l'un d'entre nous et je suis partie en Europe pour organiser la solidarité. Tous les syndicats de journalistes européens, de l'Ouest comme de l'Est, ont manifesté leur soutien. En avril, Yakov Ben Efrat est arrêté et mon mari disparaît. À la suite d'une négligence policière, Yakov parvient à téléphoner et à nous informer de son arrestation. Deux jours plus tard, Ronnie Ben Efrat est appréhendée à l'aéroport alors qu'elle se rend en Italie pour une conférence dont le thème était « Jeunesse contre fascisme ». Et, à mon tour, deux jours plus tard je suis arrêtée. Plutôt que de nous arrêter ensemble, ils ont préféré entretenir un suspense mélodramatique et jouer le spectaculaire comme l'arrestation de Ronnie à l'aéroport. Des Israélien-ne-s étaient pour la première fois arrêté-e-s pour des raisons de sécurité. Dès notre arrestation, nous avons comme disparus entre les mains du Shin Bet. Personne n'avait de nouvelle ni ne connaissait le lieu de notre détention, et nous n'avions pas de droit de visite, qu'il s'agisse d'un avocat ou de la famille.

J'avais recueilli les enfants de Yakov et Ronnie après leur arrestation. Quand vint mon tour, nos quatre enfants furent recueillis par Hadas Lahav qui fut également arrêtée et les enfants furent hébergés chez des amis. Une campagne fut montée contre nous, les traîtres et les espions, sans que nous sachions ce qui se passait à l'extérieur [10]. Au secret, nous étions sans journaux, sans radio, dans une zone de non droit. Cela a provoqué un scandale et un vrai débat en Israël. Les services de sécurité ont cherché à se servir de cette affaire et de la campagne contre notre

équipe pour réhabiliter leur image. Celle-ci était sérieusement entachée depuis la découverte de deux meurtres à Ashkelon, dissimulés aux autorités, dont les agents du Shin Bet auraient été responsables. Les preuves étaient accablantes : mensonges systématiques à la police et à la cour. Condamnés, ils avaient été amnistiés, mais notre procès leur fournissait l'opportunité de faire oublier cette affaire.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH255/_Intifada020-e3e37.jpg

Comparé au traitement infligé aux détenus palestiniens, je crois que notre situation était meilleure, sauf pour Yakov. Nous n'avons pas été frappé-e-s, mais en revanche, nous avons subi toutes sortes de pressions. Les interrogatoires étaient très durs de même que les conditions de détention : privation de sommeil, de nourriture, interdiction de voir un avocat, pressions physiques, psychologiques, sexuelles, menaces contre la famille. Nous étions enfermé-e-s dans des cellules. Des services de sécurité dépendaient l'hygiène, la nourriture, le sommeil. Nous sommes resté-e-s pendant trois jours et trois nuits dans une obscurité totale, puis ce fut 24 h sur 24 la lumière électrique. Ils ont contrefait l'écriture de Yakov dans des lettres de confession pour nous inciter à avouer. Nous avons pour la plupart avoué, sauf Yakov.

Au moment de comparaître devant le juge, avant le procès, nous avons dénoncé l'illégalité des traitements infligés durant la détention et réfuté des aveux extorqués par la torture. Nous avons accusé l'État de pratiques illégales. Le *Zouta* (procès avant le procès) ne tourne pas toujours en faveur du plaignant, car l'interrogateur accusé de pressions illégales est aussi le témoin. Et son témoignage prime souvent sur celui du prisonnier. Dans notre cas, ce fut différent. Hadas avait été relâchée en l'absence de charge contre elle et ils voulaient se servir d'elle comme d'un témoin à charge. À la suite de son refus, elle s'est retrouvée en prison. Mais elle avait mis à profit sa libération pour décrire nos conditions de détention et dénoncer l'usage de la torture pour obtenir les aveux des Palestiniens de l'équipe.

Une grande campagne, et un débat, commencèrent dans la presse sur les pratiques du *Shin Bet* : « ils torturent les prisonniers comme les nazis ». Et l'opinion publique bascula en notre faveur. Quand notre procès eut lieu, nous avons obtenu l'audition de témoins des services de sécurité. C'était une victoire, même s'ils étaient absents du tribunal. Les seules preuves à charge étaient nos révélations extorquées. Sinon rien que la publication d'un journal.

Les allégations, selon lesquelles nous appartenions au Front démocratique de Libération de la Palestine, étaient étayées par des aveux obtenus par des moyens illégaux. Notre seul crime était de publier un journal engagé prônant les liens entre Juifs et Arabes et l'arrêt de la politique expansionniste de l'État israélien. L'audition de certains membres des services secrets ont mis en évidence leurs méthodes. Devant la mise en cause de celles-ci, ils nous accusèrent d'avoir rencontré un membre de l'OLP. Ce qui signifiait quinze ans de prison, il fallait donc retirer ce point de l'acte d'accusation. En avouant, nous pouvions bénéficier d'une remise de peine et nous avons accepté le marché. Les condamnations sont allées de neuf à trente mois d'emprisonnement. Pour moi, cela a été une peine de dix-huit mois et pour Yakov, trente mois [11].

L'histoire est longue. Nous avons lutté pour être avec les détenu-e-s palestinien-ne-s, mais cela nous a été refusé. Seuls les « droit commun » sont mélangés, pas les politiques. Ils ont ensuite voulu nous mettre avec les droit commun, ce que nous avons refusé. Yakov est resté deux ans et demi dans une cellule, à l'isolement. J'étais également seule en cellule. J'entendais des femmes crier. Il y avait des punitions collectives, des suicides. Il était difficile de ne pas sombrer dans la folie. Nous avons fait plusieurs grèves de la faim et les femmes du groupe ont été transférées dans une autre prison, mais toujours séparées des prisonnières palestiniennes. Certaines, à Hasharon, d'autres à Ramleh. La lutte en prison consistait à obtenir le droit d'étudier, de s'organiser, de ne pas être avec les prisonnières de droit commun. Nous avons finalement été libéré-e-s au fur et à mesure. Je suis sortie de prison en octobre 1989. Cette expérience est une de celles qui ont le plus marqué ma vie.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH271/Michal_Schwartz_02077-ae91b.jpg

Nous avons obtenu une licence pour une nouvelle publication. *Challenge* est différente de *Derech Hanitzotz*. Cette revue est l'expression de la nouvelle gauche israélienne qui se reconnaît dans la lutte contre l'occupation, la reconnaissance de l'OLP et dans la revendication d'un État palestinien indépendant dans les territoires occupés. Avec l'émergence de l'Intifada, notre rôle principal dépassait la diffusion d'informations, l'Intifada remplissait cette tâche. Notre revue se voulait l'expression politique et culturelle du Mouvement pour la paix et de l'aile gauche israélienne, avec des interviews politiques d'Israélien-nes et de Palestinien-nes. Pour donner un autre écho de la situation en Israël, il était nécessaire d'aider la gauche israélienne afin d'entendre d'autres voix et d'autres opinions que celles du *Jerusalem Post*.

[1] *Derech Hanitzotz / Tarik Asharara (L'Étincelle)*, bulletin bilingue et bihebdomadaire, fermé par arrêté du ministère de l'Intérieur en avril 1988.

[2] Service de sécurité intérieure.

[3] *Challenge* est une revue bimensuelle alternative dirigée par une équipe de journalistes engagé-e-s qui croient en une « solution juste au conflit israélo-palestinien ». (www.challenge-mag.com)

[4] La revue *Al-Sanaye* est parue entre septembre 1994 et octobre 1995. Elle a été remplacée par *Al-Sabar*.

[5] (Women's Organization for Political Prisoners). Le groupe publie un bulletin mensuel. PO box 31 811, Tel-Aviv. Tel 972-3-5227124 (trnl chez zahav.net.il).

[6] Les Arabes d'Israël, les Palestiniens d'Israël, les Arabes israéliens sont des expressions désignant les Palestiniens de 1948, les Palestinien-ne-s ayant la nationalité israélienne. Les « Palestiniens de 48 » est souvent utilisé dans les textes et les statistiques (par exemple dans l'ICBS). L'expression « Arabes israéliens », passée dans le langage courant, est aussi une manière de nier l'identité palestinienne des Palestinien-ne-s d'Israël.

[7] Ariel Sharon, alors au ministère de la Défense, a déclaré à plusieurs reprises que l'invasion du Liban avait pour but de détruire l'infrastructure de l'OLP (notamment dans une interview accordée au quotidien israélien *Maariv*, en juin 1982). Les bombardements de civils par l'armée israélienne, à partir de juin 1982, et les massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, en septembre, ont provoqué d'importants mouvements de protestation en Israël contre la guerre initiée par le gouvernement de Menahem Begin.

[8] Le FDLP, Front Démocratique pour la Libération de la Palestine, de Nayef Hawatmeh.

[9] En août 1986, la *Knesset* vote une loi interdisant tout contact entre Israélien-ne-s et membres de l'OLP.

[10] Le *Shin Bet* parla de complot, de « grave affaire de sécurité intérieure », d'arrestation de « membres d'une organisation ennemie » et de « contacts avec des agents étrangers ». Bref les détenu-e-s représentaient une terrible menace pour la sécurité du pays.

[11] Assaf Adiv et Yakov Ben Efrat (18 mois et 30 mois d'emprisonnement) ont été détenus à l'isolement total à la prison d'Ashmourot. Michal Schwartz et Roni Ben Efrat (18 et 9 mois d'emprisonnement) étaient dans des cellules isolées à Névé Tirtsa. Il n'y eut aucune remise de peine.